Burundi : Seul le Chef de l'Etat peut dissoudre un Conseil communal

@rib News, 10/02/2011 Le ministre de l'Intérieur n'a pas les compétences de dissoudre un Conseil communal, a déclaré la presse François Bizimana, porte-parole du parti d'opposition CNDD. « Seul le président de la République a les compétences de dissoudre un Conseil communal sur avis des députés de la circonscription concernée » a affirmé Bizimana sur les ondes de radio Isanganiro, une station privée locale. « La décision du ministre de l'Intérieur ne peut limiter que la suspension du Conseil communal comme le recommande la loi communale » a rappelé le porte-parole du parti dirigé par Léonard Nyangoma, aujourd'hui en exil, ajoutant que la population de la circonscription concernée doit avoir son mot à dire avant que la décision ne soit prise.

Les déclarations de l'opposition interviennent suite à l'ordonnance du ministre de l'Intérieur portant suspension du Conseil communal de Kanyosha dans la province de Bujumbura Rurale. A maintes reprises, le Conseil communal de Kanyosha n'a pas pu se réunir pour élire son bureau et mettre en place l'administrateur communal suite au boycott des membres du parti FNL qui sont majoritaires dans ce conseil. Sur un total de 15 conseillers communaux, seuls 3 ont pu répondre présents dans des réunions du conseil communal de Kanyosha, deux étant du parti au pouvoir le CNDD-FDD et un du MSD, un autre parti de l'opposition. Contacté par téléphone, les membres du FNL toujours fidèles à Agathon Rwasa jurèrent de ne jamais poser leur pieds dans de telles réunions car, disaient-ils, le parti FNL a été confisqué et donné aux membres du parti CNDD-FDD qui avaient été expulsés pour indiscipline. Pour rappel, le parti FNL avait organisé un « congrès » en août 2010 lors duquel un certain Miburo Emmanuel, qui venait de démissionner du même parti, a été élu à la tête du FNL. Jacques Bigirimana ancien membre du bureau politique du FNL de Rwasa a été désigné porte-parole et secrétaire général du parti, des clauses qui ont été vite bannies par le ministre de l'Intérieur ayant la garde des partis politiques dans ses attributions. Entre-temps, le président du FNL Agathon Rwasa venait de passer dans la clandestinité depuis un mois. Il avait opté pour l'exil après des affrontements qui ont eu lieu chez lui entre la police et les fidèles du FNL. Plusieurs personnes avaient été arrêtées par la police. Il y aurait eu des disparitions parmi elles. À